ARRÊTÉ

PORTANT ACCEPTATION DE LA DÉMISSION ET RADIATION DES CADRES

*(Fonctionnaire titulaire ou stagiaire)*

**DE M/MME ............................................**

**GRADE ........................................**

**Le Maire (ou le Président) de ………,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique,

***(si fonctionnaire à temps non complet)* VU le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,**

***(si fonctionnaire stagiaire)* VU le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale,**

**VU la demande écrite reçue le ………….. de Mme/M ………, ……*(grade)*, marquant sa volonté non équivoque de démissionner à compter du …….…,**

**Considérant qu’il appartient à l’employeur de fixer la date définitive de cessation de fonctions,**

**Considérant que rien ne s’oppose à ce qu’il soit donné satisfaction à Mme/M ………, à la date du……………,**

**ARRÊTE**

ARTICLE 1ER

A compter du ……, la démission de Mme/M ………, ……*(grade)*, est acceptée.

**ARTICLE 2**

A la date précitée, Mme/M ……… est radié(e) des cadres et perd sa qualité de fonctionnaire.

**ARTICLE 3**

Le Directeur général des services / Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé

**Ampliation adressée au** :

- Président du Centre de Gestion

- Comptable de la collectivité

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom et signature)*

*OU*

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Le/la Maire (ou le/La Président.e),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, par courrier adressé au Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :